

Le Québec et la Révolution française

Michel Tétu

En cette année de commémoration du bicentenaire de la Révolution française, il n'est pas sans intérêt de se pencher sur la situation des diverses régions francophones d'Amérique en 1789 et de les situer dans le contexte plus général des revendications de tout le continent américain dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle vis-à-vis des métropoles européennes. Nous pouvons constater en effet que les idées révolutionnaires françaises correspondaient à un besoin d'autonomie des colonies américaines qui accentuèrent leur pression. Plusieurs obtinrent des résultats spectaculaires, tel Haïti après les États-Unis d'Amérique. D'autres, au contraire, ne purent exprimer pleinement leur esprit révolutionnaire : c'est le cas du Québec qui mit près de deux siècles avant de pouvoir arriver en partie à ses fins, la Révolution tranquille des années soixante.

Nous notons d'abord que l'on ne parlait pas encore du Québec : il s'agissait du Canada. Les habitants, francophones pour la très grande majorité, s'appelaient alors Canadiens par rapport aux conquérants qu'ils nomment les Anglais. Il en sera ainsi pendant toute la première moitié du XIX^e siècle alors que les francophones auront un journal dès 1806 intitulé *Le Canadien*, que leur parti au début du XIX^e s'appellera aussi le Parti Canadien et que l'appellation Québec n'aura cours réellement qu'après la naissance de la confédération canadienne.

Au Canada, nous constatons plusieurs temps dans les réactions vis-à-vis de la révolution ; nous pouvons diviser ainsi la situation en grands mouvements. Tout d'abord, le

déclenchement de la Révolution française est accueilli dans l'enthousiasme. Dès le printemps de 1789, on va saluer l'événement de façon grandiose : le plus grand événement depuis le Christ, dit-on alors. Mais avec les « horreurs de la Révolution », selon l'expression de l'époque, à partir de la fin de 1792, l'opinion bascule pour devenir vite anti et contre-révolutionnaire puis dans la foulée, anti-bonapartiste. Le conservatisme et le cléricalisme en sortiront renforcés. L'esprit révolutionnaire pourtant n'est pas mort ; il va resurgir périodiquement au XIX^e et au XX^e siècle jusqu'à la Révolution tranquille de 1960 et à l'entrée du Québec de plein droit dans la francophonie où il va pouvoir réaliser davantage ses ambitions.

Le Québec à l'époque de la Révolution

Michel Tétu est professeur au département des littératures de l'université Laval. Cette article est le texte d'une conférence prononcée devant l'Association des enseignants de français de New York en mars 1989.

Lorsque par le Traité de Paris de 1763, la France cède la Nouvelle-France à l'Angleterre, il reste environ 65 000

habitants dont le nombre augmente rapidement. Leur nombre double tous les 25 ans. Le taux extrêmement élevé de la natalité des Canadiens joint au retour de certains Français rentrés dans leur mère-patrie puis revenus au Canada, ainsi qu'un début d'émigration anglaise, produisirent ce résultat.

Au moment de la Révolution française, on dénombre 140 000 habitants au Canada dont 120 000 Canadiens en 132 localités. La conquête et le traité de Paris ont créé un grand choc au Canada. L'incompréhension a été totale lors de l'abandon par la France de ce grand pays. « C'est la faute à la Pompadour », dit-on avec mépris pour la maîtresse de Louis XV. « C'est la faute à Bigot », l'intendant de Nouvelle-France, qui n'a pas su faire valoir l'économie du pays auprès des autorités françaises. « C'est la faute à Montcalm », le Gouverneur de Québec, qui n'a pas su défendre sa ville lors du fameux siège qui lui coûta la vie. « C'est surtout la faute à vos péchés » disent les prêtres qui veulent reconquérir les âmes de leurs ouailles... On cherche à comprendre. Si l'on ne peut ni ne veut rentrer en France, on reste traumatisé, abasourdi par la situation. Il ne s'agit guère alors, de continuer à revendiquer une plus grande autonomie auprès de la France-Mère-patrie, il faut s'arranger pour vivre avec l'Angleterre et obtenir d'elle une vie acceptable sur le sol canadien.

Il y a beaucoup de va-et-vient entre la France et le Canada après 1763 malgré l'opinion généralement répandue. En effet, si les Français ne peuvent pas entrer au Canada, les Canadiens, c'est-à-dire les Français nés au Canada, peuvent, quant à eux aller en France et revenir comme ils le désirent. Beaucoup font la navette pour régler leurs affaires. On est donc assez au courant de ce qui se passe en France. On suit la progression des idées philosophiques de *l'Encyclopédie* d'abord, puis de la pré-Révolution et, enfin, on se familiarise avec les idées révolutionnaires.

La Révolution américaine

Lorsque les Américains se soulèvent contre les Anglais, les Canadiens considèrent la situation d'un œil beaucoup moins sympathique qu'on aurait pu le penser. En effet, si les Canadiens revendiquaient auprès de la France une autonomie assez grande et si les Américains se sont soulevés pour les mêmes raisons contre l'Angleterre, les Canadiens, après le traité de Paris, ne veulent plus se lancer dans une nouvelle bataille ; ils ont besoin de refaire leurs forces sur leur terrain. Les Américains réussissent et obtiennent leur indépendance ; ils essaient en vain d'entraîner les Canadiens qui résistent pour plusieurs raisons. Premièrement, ils sont devenus assez autonomes sous l'égide britannique : ils ont gardé leur foi, leur langue surtout, leur monnaie, leurs coutumes et l'Anglais qui dirige au loin ne les ennuie guère. Deuxièmement, ils ont peur d'une nouvelle guerre : ils ont besoin de reconstituer leurs forces. Troisièmement, ils sont monarchistes plutôt que

républicains. Quatrièmement, ils sont poussés au contraire par l'Église à rester fidèles à l'Angleterre. Le 22 mai 1775, Mgr Briand, évêque de Québec, lance même un mandement contre ceux qui manqueraient à leur serment d'allégeance :

La bonté singulière et la douceur avec laquelle nous avons été gouvernés de la part de sa très gracieuse Majesté le roi Georges III, depuis que par le sort des armes, nous avons été soumis à son empire ; les faveurs récentes dont il vient de nous combler, en nous rendant l'usage de nos lois, le libre exercice de notre religion, et en faisant participer à tous les priviléges et avantages des sujets britanniques, suffirait sans doute pour exciter votre reconnaissance et votre zèle à soutenir les intérêts de la couronne de Grande-Bretagne.

Mais des motifs encore plus pressants doivent parler à votre cœur dans le moment présent. Vos serments, votre religion, vous imposent une obligation indispensable de défendre de tout votre pouvoir votre patrie et votre roi. Fermez donc, chers Canadiens, les oreilles, et n'écoutez pas les séditeux qui cherchent à vous rendre malheureux et à étouffer dans vos coeurs les sentiments de soumission à vos légitimes supérieurs, que l'éducation et la religion y avaient gravés. Portez-vous avec joie à tout ce qui vous sera commandé de la part d'un Gouverneur bienfaisant qui n'a d'autres vues que vos intérêts et votre bonheur... La voie de la religion et celle de vos intérêts se trouvent ici réunies et nous assure de votre zèle à défendre nos frontières et nos possessions ».

Deux armées américaines conduites par Arnold et Montgomery envahissent le Canada et viennent faire le siège de Québec à la fin de décembre 1775. Mais l'attitude hostile de la population et l'arrivée au printemps d'une flotte anglaise conduisent les Américains à se retirer.

La Fayette, Rochambeau et De Grasse sont venus de France aider les Américains. En 1781, ils disposent d'une armée de 8 000 hommes. La Fayette propose à Washington d'envahir la province de Québec au nom de la France, convaincu qu'alors les Canadiens vont finir par se rallier. Mais Washington refuse, craignant de redonner à la jeune république américaine un voisin gênant.

La Fayette rentre donc en France où il a joué un rôle important dans les débuts de la Révolution. Rochambeau part de son côté pour les Antilles où la situation se détériore très sérieusement. Par le traité de Versailles en 1783, l'Angleterre reconnaît l'indépendance des États-Unis. La frontière est clairement délimitée avec le Canada. Environ 5 800 loyalistes fidèles à l'Angleterre, plus 800 soldats réguliers franchissent cette frontière pour venir s'établir dans le Haut St-Laurent. Ils exigeront rapidement un district séparé, ne voulant pas se plier aux lois civiles françaises et à la tenure seigneuriale. Ils sèmeront ainsi le germe d'une sorte de séparatisme, qui fera éclater la colonie anglaise en 1791 en Haut et Bas-Canada.

Les débuts de la Révolution française

Se trouvant ainsi finalement heureux de leur sort, ménagés par l'Angleterre qui a pu garder ce morceau de territoire nord-américain et bénéficiant d'une assez grande autonomie dans leur mode de vie, les Canadiens, pas vraiment touchés par la Révolution américaine, vont applaudir en revanche aux débuts de la Révolution française. On va mettre ainsi de l'ordre en France, pensent-ils, car le roi est aimé mais on est persuadé que son entourage est pourri. Les grandes idées vont triompher. Et tout cela va rejoindre sur le Canada. Toutes sortes de raisons sont ainsi développées pour saluer la Révolution naissante. L'élite, plusieurs aristocrates et même l'évêque co-adjuteur de Québec saluent officiellement la Révolution. Les trois ordres (église, noblesse et tiers-état) vont y trouver leur compte. On souhaite d'autre part la monarchie constitutionnelle pour la France. C'est ainsi que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, lorsqu'elle est connue au Canada, suscite un grand enthousiasme, tel qu'on le voit dans *La Gazette de Québec* :

...aujourd'hui, le doute n'est plus permis : il ne s'agit pas d'une révolte, mais d'une véritable révolution. Deux événements, survenus à trois semaines d'intervalle, en août de l'an dernier, permettent d'affirmer que jamais plus la France ne sera ce qu'elle était il y a deux ans : le pays du monarchisme absolu.

Ces deux événements la renonciation, par la noblesse de tous ses priviléges (4 août 1789) et la Déclaration des droits de l'homme (26 août) constituent le tournant définitif de l'actuelle Révolution.

En acceptant de renoncer à tous ses priviléges (exemption d'impôt, droits seigneuriaux, etc.), la noblesse a abdiqué devant la volonté d'un peuple qui veut prendre en main la conduite de ses affaires, n'acceptant plus les inégalités sociales et économiques qui ne reposent que sur le hasard de la naissance ou le bon vouloir du roi.

C'est justement ce refus des inégalités qui a été transformé en principe de base de la société nouvelle, dans la fameuse Déclaration des droits de l'homme. Triplement tributaire de la grande charte britannique de la Déclaration d'indépendance américaine et de l'esprit philosophique de Rousseau, ce texte constitue une synthèse d'un esprit nouveau qui marquera sans doute profondément les générations futures...

Si l'on ajoute à ces éléments l'affirmation du principe de la liberté d'opinion et de presse, l'on peut se faire une certaine idée du chemin que la France a parcouru depuis deux ans. Bien sûr, tout n'a pas été sans heurt et l'on peut constater que les horreurs de la guerre civile et de la révolution sanglante ne sont pas disparues. Il demeure néanmoins que la cause révolutionnaire a définitivement réussi à abattre les structures de l'ancien régime ; les difficultés actuelles et prochaines de la France porteront sur la mise en place de nouvelles institutions et la solution aux problèmes urgents que les représentants du peuple se sont donné le pouvoir politique de régler.

Les Anglais même sont heureux de voir arriver la Révolution : La Fayette est retourné en France, pris par les affaires intérieures de ce pays. Pour eux aussi, la Révolution sera peut-être la fin du despotisme. Le libéralisme britannique se reconnaît dans les nouvelles idées françaises.

Ainsi de 1789 à 1792, la gradation révolutionnaire est constante dans le ton des journaux. Samuel Neilson est en pleine euphorie à Québec. Fleury Mesplet est farouchement révolutionnaire.

En 1791, William Pitt, devenu premier ministre en Angleterre, a l'idée de séparer le Canada en deux pour permettre aux Anglais majoritaires à l'ouest (Haut-Canada, maintenant l'Ontario) et aux Français à l'est (Bas-Canada, maintenant le Québec) de vivre heureux, en étant séparés mais tous fidèles à l'Angleterre. Le Bas-Canada à ce moment-là est à 85 pour cent francophone. Pitt donne à chaque parti une assemblée élue, un conseil législatif nommé et un lieutenant-gouverneur. Un gouverneur général représentera l'exécutif. On reconnaît les deux races qui doivent pouvoir se développer chacune selon ses aspirations et se gouverner par des règlements appropriés à son caractère.

Le Gouvernement de l'Angleterre veut à tout prix éviter une nouvelle tension et de nouveaux affrontements, il lui importe plus que tout que la Révolution ne gagne pas le Canada et on préférera tirer parti du parlementarisme pour l'appliquer au Canada.

Tout ce qui s'exprime donc publiquement alors au Canada est pro-révolutionnaire. Seules quelques correspondances privées sont nuancées, parfois même opposées à la Révolution. Mais en public, l'opinion est unanime.

Le tournant de la Révolution

À la fin de 1792, les choses pourtant se gâtent. On trouve depuis quelque temps la Révolution un peu trop guerrière et brutale.

En septembre, aux airs guerriers succède la réalité des premiers massacres. Dans le couvent des Carmes, des prêtres et religieux sont massacrés, dont deux prêtres canadiens. Une réaction de stupeur et d'indignation s'exprime alors au Canada.

Depuis le début de 1792, des bandes de sans-culottes un peu partout à travers la France se sont amusés à lyncher ou à massacer des prêtres et des religieux.

Accusant les prêtres de trahison parce que Rome appuie les armées autrichiennes actuellement en guerre contre la France,

Danton et Marat, d'accord avec la commune insurrectionnelle de Paris, appellent ouvertement le peuple au massacre.

L'été dernier, Marat écrivait dans son journal *L'ami du peuple* : « Citoyens, l'ennemi est à nos portes ; qu'il ne reste derrière nous à Paris pas un seul ennemi pour se réjouir de nos défaites et massacrer en notre absence nos femmes et nos enfants.

Finalement déchainée, la populace parisienne s'est ruée dans les prisons les 2 et 3 septembre derniers. Des scènes atroces s'y déroulèrent. Plus de mille prisonniers, dont à peu près 250 prêtres, furent massacrés après un simulacre de procès.

La Gazette de Québec hésite désormais à louer la Révolution guerrière. *La Gazette de Montréal* reste malgré tout encore favorable considérant ainsi les regrettables incidents comme des exagérations d'une foule non disciplinée. Mais en mai 1793, on apprend la mort de Louis XVI (21 janvier) en même temps que l'annonce de la guerre entre la France et l'Angleterre (1^{er} février). Tout change alors. Il n'y a plus que des tueurs du côté des révolutionnaires. En quelques jours, l'opinion canadienne bascule complètement. Le 24 avril, le lieutenant-gouverneur Clarke fait une proclamation pour annoncer que la population est désormais en guerre contre la Révolution. Il n'ose pas inviter la population à se mettre en guerre contre la France car il pense que cela provoquerait des divisions alors qu'il est sûr que tout le monde le suivra s'il proclame la guerre contre *la Révolution*.

Les corps constitués assurent alors le gouverneur de leur fidélité contre le pays qui a guillotiné son roi. Le 9 novembre, Monseigneur Denaut rappelle à ses fidèles qu'ils doivent fidélité au roi d'Angleterre. Il précise même les six raisons en faveur du respect de l'ordre établi :

Premièrement, que par les capitulations de Québec en 1759 et de Montréal en 1760, et encore plus par le traité de paix en 1763, les liens qui les attachaient à la France ont été entièrement rompus, et que toute la fidélité et l'obéissance qu'ils devaient précédemment au roi de France, ils les doivent, depuis ces époques, à Sa Majesté Britannique.

Deuxièmement, que le serment prêté par eux ou leurs pairs au Roi d'Angleterre lors de la conquête de ce pays, les lieut de telle manière, qu'ils le sauraient le violer sans se rendre grièvement coupables envers Dieu lui-même....

Troisièmement, qu'indépendamment de l'obligation étroite qui résulte d'un tel serment, il y a la conduite, pleine d'humanité, de douceur, de bienfaisance, que le Gouvernement Britannique a toujours gardée envers eux.

Quatrièmement, qu'en particulier la protection constante accordée à leur sainte Religion par le même Gouvernement, doit leur faire désirer avec ardeur de ne jamais passer sous une autre domination.

Cinquièmement, que l'esprit de religion, de subordination et d'attachement à son Roi, qui faisait autrefois la gloire du Royaume de France, a fait place, dans ces dernières années, à un esprit d'irréligion, d'indépendance, d'anarchie, de

parricide, qui, non content de la mort ou de l'exil de la saine partie des Français, a conduit à l'échafaud leur vertueux souverain et qui a justement excité l'indignation de toutes les puissances de l'Europe ; et que le plus grand malheur qui puisse arriver au Canada, serait de tomber en la possession de ces révolutionnaires.

Sixièmement, que dans la conjoncture présente, le Gouvernement n'est pas seul intéressé à éloigner les Français de cette Province ; mais que tout fidèle sujet, tout vrai patriote, tout bon catholique, qui désire conserver sa liberté, ses lois, sa morale, sa religion, y est particulièrement et personnellement intéressé.

Désormais, c'est presque une guerre sainte contre la Révolution. Et cette lutte ouverte sera l'affaire de tous ; elle se poursuivra sous le Directoire, puis sous le Consulat et sous l'Empire jusqu'en 1815 : on ne parlera d'ailleurs jamais de Napoléon, mais de Bonaparte qu'on critiquera sur tout.

En 1794, les Anglais sont maintenant 25 000 contre 150 000 Français. Ils craignent que la Révolution ne s'infiltre et ne gagne malgré tout du terrain. Ils ont peur des États-Unis. Ils vont ajouter une nouvelle tactique à leurs opérations. Ils se lancent dans une guerre psychologique contre la Révolution dans son ensemble.

C'est le rappel constant de la mort de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Les Canadiens sont en effet profondément royalistes et on sait que souvent lorsqu'ils prenaient serment au Roi d'Angleterre, dans leur for intérieur, ils le faisaient au Roi de France.

C'est le rappel constant des massacres contre les prêtres. Les Canadiens sont très religieux.

C'est le rappel constant des spoliations et des massacres des nobles. Les Canadiens sont plutôt attachés à leurs seigneurs et aux lois seigneuriales. Leurs seigneurs ne sont pas du tout des féodaux comme en France ; ce sont des Canadiens comme eux la plupart du temps, qui se sont vus attribuer un morceau de terrain pour l'exploiter en prenant la tête d'un groupe.

Les Anglais vont prendre à ce moment-là des mesures d'exception contre les étrangers et vont passer des lois pour empêcher de nouveaux Français de pénétrer au Canada par mer et par terre depuis les États-Unis. Les frontières sont vraiment fermées et surveillées.

D'autre part, on brandira la crainte de voir revenir les flottes françaises pour faire peur à la population. Une flotte française s'était en effet mutinée à St-Domingue et avait mis le cap sur les États-Unis. L'un des buts de cette opération avait été la pensée des mutins de venir jusqu'à Québec pousser la Révolution en Amérique du Nord. Les Anglais exploitent la situation et vont faire régulièrement peur à la population en imaginant les atrocités possibles d'être commises par les marins mutinés.

Enfin, on développe l'espionnage. On se met à se soupçonner. On fait croire à des complots, on craint de tous côtés. Quelques tumultes ont lieu de 1794 à 1796. On les

exploite. Tous les notables doivent faire alors une profession de foi contre-révolutionnaire.

En 1797, un espion est enfin pris par les Anglais : il s'agit de David McLane. On lui fait un grand procès à l'issue duquel il est pendu. Heureusement, c'est un Américain, ce n'est pas un Français. On aurait craint d'aller trop loin, mais on peut se permettre de pendre à grand frais un Américain. La sentence produit son effet : les Anglais renforcent leurs pouvoirs en particulier sur le clergé qui devient farouchement contre-révolutionnaire. On chantera ainsi plusieurs « Te Deum » pour célébrer les victoires des Anglais et les défaites des Français, surtout celle de Napoléon. Il en sera ainsi pour les victoires de Nelson sur Napoléon à Aboukir en 1798 puis en 1802, en 1804, en 1812.

Le cléricalisme et l'esprit contre-révolutionnaire

L'arrivée d'émigrés et surtout de prêtres français facilite l'action de l'Angleterre.

En 1798 arrivent de nombreux émigrés français qui s'étaient réfugiés en Angleterre. Plusieurs bateaux amènent des nobles Français entraînés par Monsieur Joseph de Puisaye qui, avec environ 300 de ses compagnons, vont s'installer dans le Haut-Canada dans la région de Toronto pour fonder un établissement français. Cela d'ailleurs ne donnera rien parce qu'ils ont choisi un territoire autrefois français mais où les Anglais sont maintenant devenus tout à fait majoritaires. Ces émigrés rentreront presque tous en France après le traité d'Amiens en 1802.

Mais en revanche, 51 prêtres émigrés, soigneusement choisis, débarquent à Québec de 1792 à 1815, principalement des Sulpiciens. Ils s'installent autour du Lac St-Pierre vers les Trois-Rivières : la région s'appellera même, à cause de leur installation, la Petite France. Il n'y avait alors que 140 prêtres au Québec. L'arrivée d'une cinquantaine de nouveaux prêtres est considérable. Cela marquera la deuxième fondation de l'Église au Canada.

En effet, ce sont des ecclésiastiques de valeur et de réputation. On retiendra par exemple le nom de monsieur de Calonne, frère du Premier Ministre de Louis XVI. Ces prêtres vont rester chez les Canadiens et ne se disperseront pas pour évangéliser les Indiens comme autrefois. Enfin, ils apportent de belles choses, dont 151 tableaux datant du XVI^e au XVIII^e siècle qui vont être distribués dans les églises et donner lieu à la naissance d'un nouvel art sacré, à un début d'école picturale au Canada.

En Angleterre, à ce moment-là, s'étaient réfugiés beaucoup d'aristocrates et 6 000 prêtres français. Ceux d'entre eux qui décideront de venir au Canada, en particulier les prêtres, ont été très précisément choisis dans une volonté bien arrêtée d'encadrer la population canadienne et de lui donner un nouveau souffle pour empêcher qu'elle ne

devienne révolutionnaire et qu'elle ne suive les traces de la population française.

L'Église canadienne est enchantée : elle va, désormais renforcée de ces prêtres français, développer le mythe, que relaieront bien sûr les Anglais, de la conquête providentielle du Canada par l'Angleterre avant la Révolution. La conquête devient un bienfait de la Providence qui a permis aux Canadiens de sauver leur âme et d'échapper à la Révolution française sacrilège, anticléricale et régicide. Les Canadiens accepteront relativement bien cela parce qu'ils penseront aussi que, du même coup, ils ont pu sauver leurs biens.

Quelques Canadiens toutefois résistent. Plusieurs réalisent, en particulier les plus instruits, que les Anglais sont en train de profiter de la Révolution pour changer l'esprit des ententes et les dominer tout à fait. Dès 1791, s'ils ont salué la nouvelle loi, ils ont vite compris qu'elle était plus belle d'apparence que dans sa réalité. Les protestations ne tardent pas à se manifester. En mai 1794, lorsque les Anglais créent une milice sous prétexte de défendre le pays, ils refusent de s'inscrire sur ses listes : c'est la peur de la conscription. En 1796, les Anglais veulent passer une loi de voirie et obligent chaque Canadien à entretenir la route devant sa porte. Les Canadiens refusent de construire leur morceau de chemin. Et par la suite, toutes les rumeurs que font circuler les Anglais sur la possibilité de voir arriver des flottes françaises des États-Unis ou de voir arriver les flottes de Napoléon ne sont plus dénuées de fondement : plusieurs Canadiens s'en saissent, certains ne seraient pas mécontents de pouvoir leur donner du corps. Ainsi, quelques habitants du Canada feront même une pétition pour demander à Napoléon de venir au secours du Canada contre les Anglais. Cette pétition toutefois ne sera signée que par douze Canadiens.

Ainsi, la Révolution française après avoir soulevé l'enthousiasme des Canadiens avec le parlementarisme naissant et la Déclaration des droits de l'homme a surtout servi la cause des Anglais qui ont pu en profiter pour renforcer leur pouvoir, et servir la cause de l'Église qui a désormais pris en main les destinées du Québec pour tout le XIX^e siècle.

La XIX^e siècle

Mais comme on a pris l'habitude de garder en dedans certains sentiments que l'on ne peut exprimer facilement, l'esprit révolutionnaire n'est pas mort : il veille à l'intérieur des Canadiens.

Certaines idées, découlant de la Révolution française, enrichies par le voisinage des États-Unis et les suites de la Révolution américaine, vont marquer tout le XIX^e siècle.

En 1834, le parti Canadien, devenu parti des Patriotes, obtient 77 pour-cent des suffrages. Ayant à sa tête Louis-Joseph Papineau, il essaie en vain de persuader le Gouverneur britannique que l'Assemblée qui a été mise sur pied dans le Bas-Canada doit absolument être responsable. Le Gouverneur refuse même alors de la convoquer. Les Canadiens s'organisent en créant des assemblées de villages, puis de comtés, puis une Assemblée Nationale. Celle-ci se réunit à St-Charles et devant les refus du Gouvernement britannique d'accepter les moindres revendications, il est décidé de prendre les armes. Le Québec se révolte, les Patriotes obtiennent une première victoire à St-Denis. L'armée anglaise s'organise alors et se rue sur les insurgés dont les révoltes seront systématiquement réprimées par la suite; leurs chefs s'enfuient aux États-Unis. Il y aura de nombreux morts parmi les Patriotes; plusieurs autres seront emprisonnés. La première Révolution n'aboutit pas.

Louis-Joseph Papineau qui n'était pas favorable à la Révolution armée a trouvé refuge le premier aux États-Unis. Nelson l'a suivi et d'autres encore. Cela se passait en 1837. Le 28 février 1838, à la tête de 300 hommes, Robert Nelson, ayant proclamé la République du Bas-Canada et espérant l'aide des États-Unis, franchit la frontière pour reconquérir le Canada. Ces révolutionnaires, descendant de l'Association des fils de la liberté, seront écrasés. Les Anglais alors voulant éviter la répétition de tels gestes se livrent à une répression barbare. De nombreux villages sont brûlés et mis à sac. Un millier de personnes jetées en prison, 108 seront traduites en justice et 99 pendues.

L'Église excommunia tout d'abord les Patriotes. Elle les réhabilitera au XX^e siècle. Depuis 1960, le Patriote avec sa tuque, sa ceinture fléchée, sa pipe et son fusil, est devenu une sorte de héros mythique.

La Rébellion des Patriotes n'a pas abouti. Les idées de liberté auront pourtant produit un grand mouvement au milieu du siècle.

En 1870, c'est au tour des Métis de l'Ouest de se révolter ; fils de Canadiens et d'Amérindiennes et regroupés autour de Louis Riel, ils sont 10 000 de ces Métis qui, au bord de la rivière Rouge au Manitoba, vont s'organiser et se battre contre les Anglais pour revendiquer un gouvernement provisoire. Ils veulent la reconnaissance des deux langues, l'anglais et le français, la reconnaissance de leur foi et une auto-gestion. Ils obtiendront à peu près gain de cause en 1871 mais, la civilisation les rejoignant, ils se transporteront plus à l'Ouest et recommenceront leur résistance en Saskatchewan en 1884 et 1885. Entre temps, Louis Riel, qui s'était exilé aux États-Unis, est rappelé par les révolutionnaires. Il sera pris et pendu le 16 novembre 1885. Sans nous arrêter sur cette révolution nous retiendrons

simplement une *Marseillaise rielliste* qui eut cours à cette période-là. Ce texte est intéressant car il nous montre que la Rébellion des Métis s'inspire davantage, comme la Rébellion des Patriotes de 1836, de la Révolution française que de la Révolution américaine, même si l'on compte souvent sur l'aide des Américains.

LA MARSEILLAISE RIELLISTE

Enfants de la Nouvelle-France,
Douter de nous n'est plus permis
Au gibet Riel se balance
Victime de nos ennemis (bis)
Amis pour nous, ah, quel outrage
Quel transport il doit exciter
Celui qu'on vient d'exécuter
Nous anime par son courage.

Refrain :

Courage ! Canadiens ! Tenons bien haut nos coeurs ;
Un jour viendra (bis) Nous serons les vainqueurs.

La Révolution tranquille et après

En 1960, Jean Lesage prend le pouvoir. L'État reprend alors les fonctions que l'Église occupait à sa place. La santé, l'éducation et les services sociaux encore dont l'Église s'était chargée depuis deux siècles passent aux mains de l'État. N'est-ce pas l'essentiel de la Révolution ?....

Un autre point tournant est la nationalisation d'Hydro-Québec, celle de l'amiante et la récupération des ressources naturelles ainsi que la démocratisation plus grande de la société. On connaît suffisamment cette période récente de l'histoire pour ne pas insister.

À ce point, une constatation s'impose toutefois : les Québécois ne sont plus des Français d'Amérique, ils sont définitivement devenus des Américains de langue française. Lorsque le Général De Gaulle en 1967 dynamisera les Québécois sur le « chemin du Roy » et tout au long de sa tournée triomphale, il s'adressera encore une fois aux « Français du Canada » ; ce sera la dernière fois que l'expression sera employée. À partir de la Révolution tranquille, nous constatons nettement un changement : la Révolution a abouti en terre nord-américaine et a donné un nouvel état d'esprit, celui du Québec d'aujourd'hui.

Nous ne nous attarderons pas sur les réalisations de la Révolution Tranquille, sinon pour en retenir encore les manifestations de l'esprit révolutionnaire dans la poésie et dans la chanson. Pensons aussi que cette Révolution fut « tranquille ». Dès que, en 1970, le Front de Libération du Québec (FLQ) eût assassiné Pierre Laporte, aussitôt la population prit peur. Les Québécois s'affolèrent et de la même façon qu'ils n'avaient soutenu la Révolution française que lorsqu'elle avait été paisible, ils reculeront devant les prétentions du FLQ, ne le suivront pas et préféreront consolider les acquis.

Le Parti Québécois de René Lévesque devra modérer lui aussi ses ambitions pour prendre le pouvoir (de 1976 à 1985), canalisant les ambitions autonomistes mais n'obtenant pas l'adhésion du pays pour l'entraîner vers l'indépendance.

Depuis lors, la fièvre indépendantiste est retombée avec l'échec du référendum. L'esprit de la Révolution serait-il mort au Québec ? Le gouvernement libéral de Robert Bourassa, au pouvoir actuellement, s'occupe essentiellement d'économie. Ce serait compter toutefois sans l'organisation de la Francophonie et la tenue à Québec en septembre 1987 du deuxième Sommet de la Francophonie.

Le Président François Mitterrand avait accueilli à Paris en février 1986 le premier sommet de ce genre, réunissant à la fois des chefs d'État et des chefs de gouvernement. Ainsi, pratiquement sur le même pied pour la première fois, se trouvaient le premier ministre du Canada, Brian Mulroney, et le premier ministre du Québec, Robert Bourassa. En effet, à chacun des niveaux, fédéral et provincial, correspondent des compétences différentes, et en matière de culture, d'éducation et de santé – des domaines importants pour la Francophonie – le Québec est souverain.

En septembre 1987, soit dix-huit mois après le premier sommet, c'était au tour du Québec d'accueillir les quarante chefs d'État et de gouvernement. À l'instigation du Québec (ce qui fut remarquable alors et que l'on n'a pas souvent souligné), une *Déclaration de solidarité* fut émise à l'issue du Sommet.

Cette Déclaration, qui passa relativement inaperçue, est pour nous très intéressante dans l'esprit qui nous anime ici, car si on fait bien attention, on constate que nous avons exactement là encore une fois l'esprit de la Révolution française : on y parle d'égalité, on y parle de liberté et à défaut de fraternité des peuples francophones, c'est au moins leur solidarité qui est évoquée dans le nouvel ensemble qu'est la Francophonie.

Ce grand ensemble francophone ne veut plus être perçu comme un regroupement autour de la France et, sur une estrade légèrement inférieure, les autres pays de la Francophonie, sorte de « sous-France » comme le disait avec humour le regretté poète congolais Tchicaya U Tam'si. La quarantaine de chefs d'État et de gouvernement veulent être solidairement responsables :

Reconnaissant l'importance de notre *libre association* où, *partenaires égaux*, nous sommes liés par une même volonté de contribuer à un équilibre renouvelé de nos rapports et inspiré par l'usage, à des degrés divers, de la langue française comme outil de connaissance, de dialogue, de développement et d'innovation...

Les Québécois souhaitaient une certaine autonomie lorsqu'ils étaient sous la dépendance française au début de la

deuxième moitié du XVIII^e siècle. Lorsqu'ils passèrent sous la domination anglaise, ils essayaient de tirer le maximum possible de la situation. Après deux siècles de lutte, après la Révolution tranquille, c'est peut-être dans le cadre de la Francophonie que les Québécois arrivent à réaliser le mieux l'esprit de la Révolution et à conquérir leur reconnaissance culturelle dans l'égalité, reconnue à l'échelle internationale. Leur participation à la Francophonie devient ainsi, non seulement une manifestation sentimentale, mais une action des plus positives.

Qui pourrait le mieux symboliser à la fois cet esprit révolutionnaire et cette modération à conserver à tout prix que le poète québécois Gaston Miron, qu'il prolonge ? Exprimant politiquement et poétiquement cet idéal de liberté et de solidarité, il est sans doute un des meilleurs exemples pour le Québec moderne. Profondément engagé mais non violent, séparatiste, mais les pieds solidement attachés au sol, il connaît ses compatriotes et les exprime parfaitement dans *l'Homme rapaille*.

L'OCTOBRE

L'homme de ce temps porte le visage de la flagellation
et toi, Terre de Québec, Mère Courage
dans ta longue marche, tu es grosse
de nos rêves charbonneux douloureux
de l'innombrable épuisement des corps et des âmes

je suis né ton fils par en-haut là-bas
dans les vieilles montagnes râpées du nord
j'ai mal et peine ô morsure de naissance
cependant qu'en mes bras ma jeunesse rougeoie

voici mes genoux que les hommes nous pardonnent
nous avons laissé humilié l'intelligence des pères
nous avons laissé la lumière du verbe s'avilir
jusqu'à la honte et au mépris de soi dans nos frères
nous n'avons pas su lier nos racines de souffrance
à la douleur universelle dans chaque homme ravalé

je vais rejoindre les brûlants compagnons
dont la lutte partage et rompt le pain du sort commun
dans les sables mouvants des détresses grégaires

nous te ferons, Terre de Québec
lit des résurrections
et des mille fulgurances de nos métamorphoses
de nos levains où lève le futur
de nos volontés sans concessions
les hommes entendront battre ton pouls dans l'histoire
c'est nous ondulant dans l'automne d'octobre
c'est le bruit roux de chevreuils dans la lumière
l'avenir dégagé

l'avenir engagé★